



**EchoGéo**

20 | 2012

Des mobilités aux transports. Regards croisés en  
Afrique de l'ouest

---

## La carte électorale : miroir de la démocratie ?

Michel Bussi

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/13042>

DOI : [10.4000/echogeo.13042](https://doi.org/10.4000/echogeo.13042)

ISSN : 1963-1197

### Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

### Référence électronique

Michel Bussi, « La carte électorale : miroir de la démocratie ? », *EchoGéo* [En ligne], 20 | 2012, mis en ligne le 13 juillet 2012, consulté le 10 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13042> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13042>

---

Ce document a été généré automatiquement le 10 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

---

# La carte électorale : miroir de la démocratie ?

Michel Bussi

---

- 1 La carte électorale est un peu comme la carte météorologique, un objet visuel bien connu du grand public auquel on ne prête pas forcément une grande valeur scientifique, et sur laquelle chacun peu dissenter à partir de son expérience locale et de ses intuitions nationales.

## La carte électorale par défaut

- 2 L'histoire de la carte électorale se confond avec celle de la discipline géographique, depuis qu'elle fut testée pour la première fois par André Siegfried dans son *Tableau politique de la France de l'Ouest*, ouvrage dont on fêtera le centenaire l'année prochaine. En particulier, l'usage de la carte électorale interroge le rapport de la géographie à la sociologie. En effet, il n'existe en réalité que deux méthodes pour tenter de percer le secret du vote : soit juste avant ou après l'acte de vote lui-même par des enquêtes (panel sur plusieurs mois ou à la sortie des urnes ; enquêtes nationales ou contextuelles), soit en agrégeant les bulletins de vote anonymes en variant les échelles (approche souvent qualifiée d'« écologique », et dans les faits le plus souvent cartographique). Dans tous les cas, on ne fait qu'estimer le processus de décision individuelle au moment précis du vote.
- 3 Chacune des deux méthodes a connu de fortes évolutions épistémologiques et méthodologiques. Avant le recours récurrent aux sondages d'opinion, après la seconde guerre mondiale, l'approche « géographique » ou « écologique » possédait un monopole qui contraignait les politistes et sociologues à s'appuyer sur de longues cartographies des résultats électoraux. Ils utilisèrent donc « par défaut » la comparaison de carte, qui ne servait en rien à produire des localisations, et encore moins à révéler des effets spatiaux. Elle était simplement la matrice nécessaire pour vérifier la corrélation entre une opinion et une variable supposée explicative. Un tableau statistique aurait tout aussi bien remplacé la carte. Les sociologues perçurent rapidement le caractère

« bâtard » d'une démarche sociologique (comprendre des opinions individuelles) basée sur une méthodologie uniquement « géographique » (ne connaître que des moyennes collectives sur un territoire donné). Ils multiplièrent alors les monographies locales (Goguel, 1947). Le terme encore usité par tous de « géographie électorale » a été progressivement remplacé, malgré le désaccord de Siegfried, par celui de « sociologie électorale ». L'usage hégémonique des sondages renvoya alors les cartes au rayon des pratiques démodées, déterministes, soumises au risque d'erreur écologique critiquées pour le glissement qu'elles opéreraient de l'électeur vers l'électorat et pour leur géographisme (c'est « la France qui vote »...), capable au mieux de faire apparaître des artefacts illustrant de pseudos permanence face à une nationalisation supposée des comportements politiques.

## Les raisons d'un retour en force

- 4 Cependant, pour de multiples raisons, la carte électorale connaît un regain d'intérêt, notamment depuis la décennie 80. Cette évolution est en premier lieu d'ordre méthodologique, en relation avec l'évolution des outils du géographe. Les progrès en termes de systèmes d'informations géographiques et de cartographie automatique ont modifié le rapport aux statistiques électorales : fastidieuse et réservée aux graphistes, la carte électorale est désormais accessible à tous, y compris à des niveaux très fins. A l'échelle des communes à partir de 2000, à l'échelle des bureaux de vote aujourd'hui (programme ANR Car-telec). De même, la demande médiatique pour l'image étant croissante, il est désormais autorisé d'afficher des cartes " en temps réel " le soir des élections, des analyses cartographiques précises dans la presse dès le lendemain, voire des traitements plus raffinés (anamorphoses, carroyage, calculs de gradient, webmapping...) dans les jours qui suivent.
- 5 Cette évolution est ensuite d'ordre politique. Le renouveau de la géographie électorale française semble directement lié à la victoire de la gauche de 1981 : la carte électorale, longtemps statique, bouge enfin ! De même, le prolongement des études électorales après 1990 est assez intimement lié à la question des partis protestataires, en particulier l'étude du Front national, dont l'implantation électorale apparaît particulièrement géographique. C'est l'explication majeure avancée par J. Levy. Selon lui, " les géographes se sont trouvés bien placés pour proposer des issues à une situation de blocage théorique dans laquelle se trouvait la " géographie électorale " <sup>1</sup>. En effet, il développe l'idée que l'explication factorielle et nationale du vote, en place depuis plusieurs décennies, a explosé devant " l'individuation accrue des choix politiques ". Il constate alors que " ce qui est passionnant pour le géographe, c'est que ces transformations ne font pas disparaître l'espace, mais en font émerger de nouveaux ". A l'inverse, d'autres soulignent l'existence de permanences, notamment dans les espaces urbains, et la marque de tendances ségréatives qui se renforcent et dont le vote (ou l'abstention) peut apparaître comme un marqueur.
- 6 Au niveau international, le passage à la démocratie de nombreux ensembles géopolitiques mondiaux depuis les années quatre-vingts, fait nécessairement de l'analyse des élections un champ de recherche nouveau et incontournable : Amérique du Sud et centrale, Asie, Afrique, Europe de l'Est. Les élections non concurrentielles intéressaient davantage des ethnologues que les politistes. Désormais, à travers l'étude des scrutins nationaux dans les démocraties neuves, les chercheurs recherchent non

seulement un indicateur du rapport de force politique, mais aussi un miroir précis des différenciations socio-culturelles internes à un pays et de leur évolution. De telles études comparatives étaient impossibles il y a encore quelques décennies<sup>2</sup>. En l'absence de sondages nationaux fiables (et souvent peu pertinents dans les États où les clivages régionaux dominant), les chercheurs sont tentés d'exploiter l'importante source d'information géographique que constituent les résultats électoraux. La principale difficulté réside alors dans l'accès et le niveau de détail de ces résultats. La maturité politique des nouvelles démocraties entraîne et devrait entraîner une plus grande facilité d'accéder aux résultats électoraux sous format numérique et aux fonds cartographiques à un niveau fin (intra-urbain en particulier), et de les croiser avec les résultats de recensement, à l'instar d'opérations de cartographie pionnières au Mali<sup>3</sup>.

- 7 D'un point de vue épistémologique, la mondialisation et la standardisation des comportements et des cultures, la moindre importance des notions de distance physique dans un contexte de mobilité accrue, ont obligé les géographes à modifier leurs paradigmes, et à désormais moins s'intéresser aux localisations qu'aux représentations et aux identités, dont l'opinion politique fait explicitement partie. Cependant, dans ce contexte de mobilité et d'importance croissante des réseaux, l'espace électoral demeure le dernier champ strictement zonal dans lequel s'exprime une population sédentarisée (les habitants qui mêlent leurs voix dans une urne). L'intérêt des cartes électorales demeure donc intact.

## Soit belle et tais toi ?

- 8 Depuis les années 80, La cartographie électorale francophone a été marquée par des avancées réelles, dont il serait trop long de discuter ici en détail : des ouvrages, tels que l'atlas de Frédéric Salmon<sup>4</sup>, l'ouvrage *Une autre France* de Hervé Lebras<sup>5</sup> ; des interventions de géographes dans les médias, cartes à l'appui, notamment après les années 2000 (Levy, Lebras, Bussi, Fourquet) ; la création de la revue *L'espace politique*, qui a consacré plusieurs numéros thématiques, et plusieurs articles dans des variés, aux questions électorales ; enfin, alors qu'aucune thèse de géographie électorale n'avait été soutenue jusque dans les années 80, plusieurs l'ont été depuis (F. Giraut, C. Colange, J. Rivière, G. Van Hamme, etc.).
- 9 Plus qu'auparavant, la carte électorale fait donc désormais l'objet d'une appropriation pluridisciplinaire, qui rassemble politistes, sociologues, géographes, et se double d'un intérêt croissant de la part d'autres acteurs : journalistes, administrateurs, partis politiques, citoyens ... Ici aussi, c'est moins un changement de paradigme qui conduit à un regain d'intérêt (« admettre la dimension spatiale dans les choix politiques »), que des évolutions méthodologiques qui rendent la carte électorale plus commode et plus attractive. A tel point qu'on puisse se demander si la demande croissante en cartes électorales ne masque pas à l'inverse un déficit de réflexions quant à son usage.
- 10 C'est cette dernière question que nous avons souhaité poser à deux « professionnels » de la carte électorale : Jérôme Fourquet, un « sondeur » qui n'a pas renié sa formation de géographe et multiplie les passerelles entre cartes électorales et enquêtes d'opinion ; Georges-Antoine Strauch, pionnier des SIG et des logiciels de cartographie, qui a fait de la carte électorale l'un des « produits d'appel » de son entreprise (Articque). Ces deux entretiens témoignent, au-delà du simple enjeu de la carte électorale, de la forte évolution des SIG et de leurs usages, médiatiques, économiques, citoyens. Cette

évolution correspond à la fois à une forme de « démocratisation » dans la production de cartes électorales, mais également à un raffinement scientifique constant initié par les chercheurs. Une saine émulation croisée, pourrait-on en conclure.

## Entretien avec Jérôme Fourquet, Directeur adjoint du Département opinion publique à l'IFOP

- 11 Propos recueillis par Michel Bussi, décembre 2010.
- 12 - Michel Bussi (MB). Quelle est la complémentarité pour l'analyse électorale, entre carte électorale et enquête d'opinion ?
- 13 - Jérôme Fourquet (JF). On oppose parfois ces deux méthodes et on les dit concurrentes, ce qui est une erreur. De notre point de vue elles sont très complémentaires et une analyse combinée permet de donner des résultats très intéressants. En effet, la plupart du temps, les enquêtes d'opinion ou les sondages électoraux sont d'une part basés sur une approche essentiellement démographique et sociologique (la dimension géographique est souvent absente) et d'autre part, réalisés à l'échelle nationale. Ceci à la fois pour des raisons de coûts mais aussi de formation intellectuelle. Raison de coûts : les fameux « échantillons nationaux représentatifs » à partir desquels sont réalisés les sondages sont limités à 1 000 personnes, ce qui donne de bons résultats au niveau national mais ne permet pas de descendre au niveau régional (les sous-échantillons sont alors trop faibles) ou alors en pratiquant des agrégations de régions (la France se retrouve découpée en 5 blocs), ce qui a souvent pour effet de gommer les contrastes. Cette limite de l'outil explique en partie pourquoi l'analyse spatiale est peu utilisée par les instituts de sondages mais cette lacune tient aussi à la formation initiale des sondeurs qui sont souvent passés par des cursus de sciences politiques où la dimension géographique du vote et des comportements politiques est peu présente.
- 14 Pour autant la combinaison est possible et très féconde. Quand on dispose de gros échantillons (via des cumuls d'enquêtes par exemple comme nous le pratiquons à l'IFOP), on peut trier les résultats en fonction des informations obtenues sur la carte électorale. Il est par exemple possible d'opérer des tris d'enquêtes nationales en faisant des focus sur certaines zones (où tel ou tel candidat a obtenu ses meilleurs ou ses moins bons résultats). On a ainsi montré par exemple que la poussée des intentions de vote en faveur de Marine Le Pen dans les milieux populaires, bien qu'étant forte sur l'ensemble du territoire, était nettement plus sensible dans la France de l'Est (45 % d'intentions de vote parmi les ouvriers de ces régions) que dans la France de l'Ouest (30 % environ). Inversement, on peut affiner l'analyse cartographique en intégrant des données de sondages par exemple pour calculer des niveaux de vote théorique (sur la base des sondages à la sortie des urnes qui donnent un détail du vote selon les différentes CSP et du recensement qui indique la composition sociologique de la population de chaque territoire) et comparer ensuite les votes réellement observés avec ce qu'« aurait dû » voter le territoire en question.
- 15 - MB. Comment les journalistes, notamment de presse écrite, perçoivent-ils l'intérêt des cartes électorales ?
- 16 - JF. On constate depuis quelques années que la presse écrite publie de plus en plus de cartes électorales au lendemain des élections et ce, dans leur édition papier comme sur leur site (avec parfois des cartes interactives assez intelligentes). Cela est dû à un

double facteur. Du côté de l'offre, avec l'informatique et le développement de logiciels spécialisés, la production de cartes, notamment à un niveau cantonal voire communal, est beaucoup plus aisée et rapide que par le passé. En face, du côté de la demande, les rédactions sont volontiers preneuses d'infographie, dont elles usent volontiers, et qui tendent à limiter la place du commentaire et de l'analyse. Ces cartes sont souvent très parlantes pour les journalistes et les lecteurs et elles permettent une analyse plus synthétique et plus rapide que de nombreux commentaires...qui pourtant, de notre point de vue, restent indispensables.

- 17 - MB. Quels vous semblent être les principaux dangers (ou « pièges » à éviter) dans la lecture de cartes électorales par des « non spécialistes » ?
- 18 - JF. On peut en lister plusieurs :
- Tout d'abord toujours appliquer l'adage « corrélation n'est pas raison ». En d'autres termes, ce n'est parce que deux cartes se ressemblent fortement, par exemple la carte du taux de chômage avec la carte des votes pour tel candidat, qu'on peut automatiquement en déduire un lien de causalité en l'espèce que les chômeurs auraient massivement voté pour ce candidat.
  - Il faut aussi se méfier de ce que les cartes rendent souvent mal compte du poids démographique des zones urbaines. Ainsi, ce n'est pas parce qu'une carte donnerait à voir de forts scores pour un parti sur de vastes territoires ruraux et faiblement peuplés qu'il faudrait en conclure que ce parti a obtenu beaucoup de voix et fait une véritable percée.
  - Plus classiquement, il faut aussi être vigilant sur les seuils choisis (on peut avoir l'impression avec certaines échelles et couleurs que les votes sont élevés alors que ce n'est pas le cas) ou sur la construction de la carte : si l'échelle retenue est la région, cette « maille » assez large peut masquer des phénomènes et les lisser.
- 19 - MB. Quelles ont été, et quelles seront les innovations dans le domaine de la carte électorale ?
- 20 - JF. On a parlé précédemment des cartes réalisées au niveau cantonal voire communal, ce qui permet une analyse très fine et une meilleure compréhension de certains phénomènes électoraux. On pourrait également mentionner :
- des cartes faisant ressortir le vote « résiduel » (obtenu en comparant le vote théorique et le vote réel)
  - des cartes interactives notamment pour des sites internet de grands médias et d'organismes de recherche,
  - la systématisation des cartes à l'échelle des bureaux de vote sur les grandes agglomérations qui constituent encore souvent un angle mort de l'analyse géographique classique alors que de nombreux phénomènes électoraux et sociaux se jouent souvent au sein même des aires urbaines.
- 21 - MB. La carte électorale peut-elle être partisane ?
- 22 - JF. Disraeli disait que « la statistique était le plus sophistiqué des mensonges ». Cette maxime s'applique moins à la carte électorale mais des esprits partisans peuvent parfois tenter de masquer certains phénomènes et d'utiliser certaines subtilités ou certains des pièges que nous avons évoqués précédemment : par exemple mettre en regard la carte de tel vote avec celle d'un fait social (le taux de suicide, le taux de richesse etc...) pour valoriser ou au contraire stigmatiser ce vote.
- 23 - MB. Le commentaire de la carte électorale par un journaliste, un politologue ou un géographe diffère-t-il ?

- 24 - JF. Une carte est une carte et « les faits sont têtus » pour citer Lénine ! A la lecture d'une carte, certains constats s'imposent et, sauf à être partisan ou malhonnête intellectuellement, il est difficile de passer à côté. Les zones de force et de faiblesse se distinguent tout comme celles de progression ou de recul. Néanmoins, le journaliste, le politologue et le géographe, de par leur formation, leur sensibilité et leur expérience dans l'analyse de géographie électorale, ne feront pas forcément les mêmes commentaires. Le niveau de précision ne sera pas le même, les exemples retenus seront plus ou moins parlants et surtout les explications données pourront être très diverses. Je serais tenté de dire, et sans jeu de mots, que le géographe a normalement en la matière l'avantage du terrain. Car c'est lui qui a le plus l'habitude de manier les cartes, c'est également lui qui connaît généralement plus précisément le territoire et qui peut donc convoquer les éléments d'explications les plus pertinents et formuler les hypothèses les plus intéressantes.

## Entretien avec Georges-Antoine Strauch, président fondateur d'Articque

- 25 Propos recueillis par téléphone par Laurent Beauguitte (CNRS, UMR IDEES) le 2 février 2012.
- 26 - Laurent Beauguitte (LB). Pourquoi développer une offre spécifique de cartes et de découpages électoraux<sup>6</sup> ?
- 27 - Georges-Antoine Strauch (GAS). En 1996-1997, on a commencé à s'intéresser aux données électorales par l'intermédiaire d'une demande de Bernard Sananès<sup>7</sup> qui était alors chez Euro RSCG. Il avait constitué une base électorale et nous nous sommes mis à travailler. Cette base couvrait à peu près dix ans d'élections et elle permettait de naviguer entre à la fois les élus, les élections, les territoires. Quand on est passé en 1999 sur le web, avec des applications interactives, on s'est dit qu'une France électorale était possible. Nous l'avons alors construite pour les élections municipales de 2001. Et là, on a compris ce que signifiait la fréquentation d'un site ! A l'époque, avoir 100 000 clics simultanés, c'était pour des sites de type Yahoo, et nous, nous en avons eu 500 000. Certains de nos serveurs ont d'ailleurs fondu... Nous avons eu une fréquentation stupéfiante, énormément de presse, de reportages télévisuels. Ça nous a vraiment "boosté" dans notre communication donc nous avons continué. De plus, comme nous avions des informations précises sur les élus, nous avons réussi à vendre des données et à réaliser un peu de chiffre d'affaire avec ça. Une des originalités était ce qu'on a appelé le panneau électoral : les candidats pouvaient se déclarer en ligne sur notre site, ce qui bien sûr a permis d'enrichir la base existante<sup>8</sup>. Enfin, nous avons eu l'idée de travailler dans ce domaine car après avoir demandé au Ministère de l'Intérieur en 2001 une carte des circonscriptions, nous avons reçu des photocopies papier... Il n'y avait pas de carte numérique !
- 28 - LB. Quel est le public visé ? Professionnels (journalistes, élus, collectivités), citoyens ?
- 29 - GAS. En fait, nous ne visons pas un public spécifique, nous développons une offre. Ceci dit, nous nous adressons d'abord aux personnes intéressées par la cartographie et la statistique électorales. Pendant la période des élections, nous intéressons aussi les candidats et les partis politiques puis au moment des résultats, l'ensemble des personnes intéressées par les élections.

- 30 En ce qui concerne les clients acheteurs de nos données, nous touchons principalement les partis politiques, les chercheurs travaillant sur les élections restent un tout petit marché.
- 31 - LB. Y a t-il des échelles ou des découpages privilégiés ?
- 32 - GAS. Ce sont très clairement les circonscriptions législatives qui nous intéressent et les communes, malgré tous leurs défauts. C'est à cette échelle qu'on peut obtenir beaucoup d'informations, et la cartographie apporte beaucoup. C'est dû à la fois à la disponibilité des sources et à la pertinence de cette échelle pour les phénomènes électoraux.
- 33 - LB. Quelles ont été pour vous les principales innovations récentes dans le domaine de la cartographie électorale en ligne ?
- 34 - GAS. La possibilité de communiquer une information électorale précise et exhaustive. L'utilisation du Flash a grandement amélioré la lisibilité, l'esthétique des cartes en ligne et ça se voit dans nos produits *Cartes et Données* comme dans les produits proposés par nos concurrents. Enfin, l'implémentation des méthodes statistiques dans la cartographie (demi-cercles affrontés, discrétisations) constitue une innovation importante que des groupes comme Google commencent seulement à percevoir aujourd'hui.
- 35 - LB. Une offre de bureau d'études de type SIG pour aider à la décision des redécoupages électoraux vous paraît-elle envisageable en France, comme c'est par exemple le cas aux États-Unis ?
- 36 - GAS. Oui, d'ailleurs nous l'avons réalisé à plusieurs reprises... Par contre je ne peux pas vous dire pour qui ! Mais comme la presse en a parlé, ça devrait être facile à retrouver<sup>9</sup>... Le point intéressant, c'est qu'il n'y a pas eu de contestation et personne n'a parlé de charcutage électoral. Comme le découpage proposé était issu de traitements réalisés sur des données précises, avec une méthodologie précise et à l'aide d'un logiciel, tout le monde l'a accepté sans problème.
- 37 - LB. Peut-on envisager à l'avenir une offre internationale de cartes électorales ?
- 38 - GAS. Oui mais... Nous avons reçu une commande du premier ministre ivoirien pour couvrir les dernières élections. La demande étant officielle, nous n'avons pas eu de problème pour obtenir les données et les fonds de carte<sup>10</sup>. L'expérience a intéressé la Banque mondiale et le FMI. Par contre, les résultats ayant été contestés, nous ne pouvons pas retourner de suite en Côte d'Ivoire. La cartographie électorale reste un domaine sensible et deux facteurs principaux peuvent entraver le développement d'une offre internationale : la difficulté pour recueillir les données et, les deux sont souvent liés, la mauvaise volonté de certains dirigeants politiques. La carte électorale est une arme au service de la vérité.

---

## NOTES

1. Levy J., 1999. L'espace et le politique enfin réconciliés ? In J.-R. Pitte et A.-L. Sanguin(dir.), *Géographie et liberté, mélanges en hommage à Paul Claval*. L'Harmattan, p. 489-500.
  2. Ainsi, en 1967, dans l'ouvrage *Party systems and voter alignments : Cross-National perspectives*, the Free press, London, dirigé par S. Lipset et S. Rokkan, les politistes internationaux les plus connus (S. Lipset, S. Rokkan, R. Alford, M. Dogan, J. Linz...) se sont associés pour tenter une analyse comparative mondiale des comportements électoraux. Mais l'approche comparative n'est réelle qu'entre les démocraties occidentales (France, Italie, États-Unis, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Japon, Norvège...). Si l'étude du vote au sein d'autres États est présentée (Afrique du Sud, Afrique occidentale, Brésil), les méthodes d'investigation n'ont rien à voir avec celles utilisées dans l'analyse des États occidentaux : absence de cartographie, d'enquêtes, de modélisation. La démarche comparative est ici clairement limitée par l'absence d'informations électorales statistiques au sein de certains États.
  3. Vigneron D., Lima S., Bussi M., 2009. L'État-Nation africain à l'épreuve de la démocratie, entre présidentialisation et décentralisation : l'exemple du Mali. *L'espace politique*, n°1-2009.
  4. Salmon F., 2001. *Atlas électoral de la France*. Le Seuil.
  5. Le Bras H., 2002. *Une autre France*. Paris, Odile Jacob.
  6. <http://www.franceelectorale.com/> (visité le 03 février 2012).
  7. Bernard Sananès est depuis décembre 2010 le président directeur général de l'Institut de sondage CSA.
  8. La base comprend aujourd'hui plus de 500 000 fiches élus et candidats.
  9. Une recherche sur Factiva et EuroPress n'a donné aucun résultat.
  10. <http://www.cotedivoireelectorale.com/> (visité le 03 février 2012).
- 

## AUTEUR

### MICHEL BUSSI

Michel Bussi est Professeur de géographie à l'Université de Rouen et membre de l'UMR CNRS IDEES. [Michel.Bussi@univ-rouen.fr](mailto:Michel.Bussi@univ-rouen.fr)